

de chômage en Amérique du Nord durant les années de la crise économique—il ne servira à rien de faire cette observation à la Chambre des communes aujourd'hui, car il semble que le mécanisme de réforme sociale dont le premier ministre (M. Trudeau) parle si souvent, s'est brisé; que ce grand poste d'écoute, les représentants élus du peuple, n'est plus à l'antenne de la démocratie.

Peut-être est-ce un facteur des temps que nous traversons qui n'a rien à voir avec le gouvernement en place. Mais les moyens que nous employions autrefois pour signaler les problèmes au gouvernement ne semblent plus porter aucun fruit. C'est là l'un de mes plus grands soucis. Je ne tiens pas à voir le genre de malaise qui se manifeste dans certaines régions du Canada s'amplifier au point de devenir la manière de vivre du reste des Canadiens. Il y a un instant, le député des Territoires du Nord-Ouest (M. Orange) a lancé un appel urgent à cet égard et a dit en effet: «Nous n'allons plus nous tenir tranquilles».

• (5.00 p.m.)

J'espère qu'on écoutera ce que je dis aujourd'hui à la Chambre des communes, car Dieu sait que depuis deux ans, le député de Terre-Neuve a essayé, en toutes occasions, de faire comprendre aux Canadiens et aux députés, ainsi qu'au gouvernement et au premier ministre, que Terre-Neuve connaît des problèmes, problèmes qui seront résolus.

Nous n'avons pas même encore commencé à nous engager sur la voie conduisant à une société juste, cependant la plupart des Canadiens parlent de réaliser cet idéal. Ainsi, par exemple, les Terre-Neuviens savent qu'ils touchent les salaires les plus bas du Canada, le salaire minimum étant de \$1.25 l'heure, montant que la plupart des sociétés se disent hors d'état de payer. Peu de gens gagnent plus de \$2 l'heure. La plupart des Terre-Neuviens gagnent environ \$2,000 par an, ce qui est considéré comme un bon revenu. Bien que nous tenions les Canadiens au courant de notre sort, personne ne semble nous écouter. En fait, on nous accuse de faire preuve de patriotisme de clocher quand, par le truchement de la Chambre, nous informons le pays des graves problèmes auxquels nous avons à faire face.

Le ministère des Transports applique un des textes de loi les plus discriminatoires que j'aie jamais vus. Les gens de ma circonscription, qui habitent dans la région de Gander et sont employés par le ministère des Transports, touchent des salaires inférieurs à ceux versés aux employés du même ministère dans d'autres parties du pays. Il en est ainsi parce que les gens de Gander font partie d'une certaine zone. A l'instar de tous les autres économistes de ces cinq derniers siècles, Adam Smith n'ignore certainement pas que l'un des moyens de créer une société juste est de mettre de l'argent dans la poche des salariés. Cependant, je le répète, le ministère des Transports paie à ses employés de Gander des salaires plus bas qu'aux employés des autres parties du Canada, pour la simple raison que Gander est considérée comme faisant partie de la région atlantique.

Nous ne comptons pas obtenir une société juste du jour au lendemain, mais nous avons des hôpitaux à Terre-

Neuve qui ne sont même pas dignes de ce nom. Dans ma circonscription, il y a quatre petits hôpitaux et pour la plupart, ce ne sont que des bâtiments mal conçus dotés d'installations médiocres et ne répondant nullement aux besoins.

Il y a cinq ou six communautés insulaires dans ma circonscription où les gens ont encore un mode de vie agréable, où l'hospitalité et l'amitié, la compréhension, une vie agréable, sont encore des qualités qui sont appréciées et maintenues. Ce sont des qualités qui dans certaines régions du Canada ont depuis longtemps disparu. Cette année, le ministère des Transports a pris des mesures pour éliminer leur principale ligne de communication, la ligne du vieux traversier, mais non pas pour nous en donner de nouveaux. Je vois que le député de Saint-Jean-Est (M. McGrath) écoute avec attention car il représente une de ces communautés insulaires, l'île Bell. Nous ne demandons pas une route pavée vers l'île Fogo qui se trouve à 12 milles de la côte mais nous espérons que les 5,000 personnes qui y vivent disposeront d'un service de transbordeur convenable.

Twillingate, Greenspond, l'île Bell, St. Brendan's, l'île Change et d'autres îles charmantes ont, dans certains cas, des populations de plus de 5,000 âmes. Cette année le ministère des Transports a décidé de hausser les tarifs déjà exorbitants des transbordeurs et, en second lieu, de diminuer ici et là le nombre de trajets qu'effectuent ces bateaux. C'est dire que le nombre de services fournis en raison de l'utilisation de la route transcanadienne se trouve en réalité réduit.

Il y a des députés qui se demandent pourquoi il y a recrudescence de l'agitation. J'aimerais leur dire que j'ai moi-même écrit à ce sujet une lettre au tsar des transports au Canada, Jack Pickersgill, qui a gagné sa propre guerre contre la pauvreté avec un traitement de \$40,000. Le président de la Commission canadienne des transports m'a répondu qu'il ne pouvait pas se permettre de subventionner les transbordeurs avec un budget de \$3,000. Tel était le montant que le Conseil du Trésor lui réservait et il m'expliquait enfin que le budget était déjà à découvert.

Faut-il s'étonner si mes mandants commencent à donner des signes d'effervescence comme celle qui s'est manifestée de façon si regrettable dans diverses autres régions du Canada? Comment puis-je leur expliquer que le gouvernement ne veut pas écouter leurs demandes? Dans ma province, certains n'ont même pas le service de téléphone, même s'ils vivent à moins de 20 milles d'un des plus grands aéroports internationaux du monde, Gander, alors qu'à la télévision nous pouvons voir les hommes marcher sur la Lune.

L'an dernier, le Canadien National a discontinué son service-voyageurs d'un bout à l'autre de la province. Nous avons mené une campagne contre cela pendant deux ans, mais nous n'avons guère obtenu de sympathie des autres députés. Non seulement nous n'avons pas obtenu l'appui du gouvernement, mais nous n'avons pas non plus obtenu celui des autres députés. Maintenant, ces députés commencent à se demander si on ne va pas abandonner le service dans leur propre région. A leur place, j'hésiterais avant d'approcher les députés de Terre-Neuve s'ils veulent obtenir de la sympathie et de la compréhension.